

## Situation Mensuelle de l'Etat



**Mars 2020**





<b>Synthèse</b> .....	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Chiffres clés .....	4
<b>Solde d'exécution budgétaire</b> .....	<b>5</b>
<b>Dépenses</b> .....	<b>6</b>
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
<b>Recettes</b> .....	<b>10</b>
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé) .....	10
Recettes non fiscales du budget général .....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours .....	14
<b>Opérations des comptes spéciaux</b> .....	<b>15</b>
<b>Données patrimoniales</b> .....	<b>16</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	16
Dette financière de l'Etat .....	17
<b>Notes méthodologiques</b> .....	<b>18</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -52,502 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin mars 2020 s'élève à -52,502 Md€ contre -45,438 Md€ à fin mars 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (-7,064 Md€) s'explique

essentiellement par une augmentation des dépenses nettes de 9,159 Md€ et une hausse des recettes nettes de 1,958 Md€.

## Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 84,605 Md€

### Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,958 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,817 Md€), du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,904 Md€), du programme « Vie de l'élève » (1,084 Md€) et du programme « Enseignement privé du premier et du second degrés » (0,776 Md€) ;

► **Mission Défense** : 4,865 Md€, essentiellement au titre du programme « Equipement des forces » (2,006 Md€), du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,737 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (0,974 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,549 Md€, essentiellement au titre du programme « Handicap et dépendance » (1,424 Md€) et du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,065 Md€) ;

► **Mission Plan d'urgence face à la crise sanitaire** : 2,000 Md€, au titre du programme « Prise en charge du dispositif exceptionnel de chômage partiel » ;

Les dépenses nettes à fin mars 2020 s'élèvent à 84,605 Md€ contre 75,446 Md€ à fin mars 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (+9,159 Md€) résulte principalement de la hausse des dépenses d'intervention à hauteur de 5,573 Md€ (montant principalement lié aux 2,000 Md€ de versements effectués dans le cadre du fonds de solidarité pour les entreprises au titre de la mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire », à la hausse des versements au titre de la prime d'activité

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 1,803 Md€, principalement au titre du programme « Recherche spatiale » (0,553 Md€), du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » (0,470 Md€) et du programme « Vie étudiante » (0,457 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 1,768 Md€, principalement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (1,516 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,744 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,903 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,779 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 1,362 Md€, notamment au titre du programme « Energie, climat et après-mines » (0,595 Md€) ;

► **Mission Investissements d'avenir** : 1,157 Md€, principalement au titre du programme « Accélération de la modernisation des entreprises » (0,655 Md€).

pour 1,062 Md€ et à des versements au titre de la contribution obligatoire de la France au budget de l'ESA plus précoces en 2020 qu'en 2019 pour 0,581 Md€), des dépenses d'investissement pour 1,671 Md€ (essentiellement au titre de la mission « Défense » pour 1,538 Md€) et des dépenses de fonctionnement pour 1,643 Md€ (principalement au titre de la mission « Défense » pour 0,711 Md€ et de la mission « Investissements d'avenir » pour 0,530 Md€).

## Recettes du budget général (nettes de R&D) : 47,489 Md€

### Les principales recettes du mois

► **IS net** : 7,543 Md€ (essentiellement au titre des acomptes encaissés au 15 mars) ;

► **IR net** : 6,509 Md€ ;

► **TVA nette** : 3,700 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 1,872 Md€, dont 0,881 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;

► **Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques** : 1,305 Md€ ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 0,769 Md€, dont 0,523 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,073 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -2,492 Md€, principalement la DGF (-2,045 Md€).



## Recettes fiscales (nettes de R&D) : 57,863 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin mars 2020 s'élèvent à 57,863 Md€ contre 59,453 Md€ à fin mars 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (-1,590 Md€) s'explique essentiellement par des diminutions de recettes d'IS net pour 2,756 Md€ (écart lié à des recettes brutes en baisse de 0,955 Md€ et à des R&D en hausse de 1,802 Md€ par rapport à 2019) et de TVA nette pour

3,597 Md€ (écart lié à des R&D supérieurs de 4,113 Md€ à ceux de 2019). Ces baisses sont partiellement compensées par une augmentation des recettes d'IR net de 4,508 Md€, en raison des recettes du circuit « PAS Collecteur », recouvrées dès janvier en 2020 alors qu'elles l'étaient à compter de février pour 2019, année de mise en œuvre du PAS.

## Recettes non fiscales : 3,352 Md€

Les recettes non fiscales à fin mars 2020 s'élèvent à 3,352 Md€ contre 1,321 Md€ à fin mars 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (+2,031 Md€) s'explique

essentiellement par l'encaissement de l'amende de 2,083 Md€ versée par la société AIRBUS SE au titre de la convention judiciaire d'intérêt public du 07 février 2020.

## Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -14,347 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin mars 2020 s'élèvent à -14,347 Md€ contre -15,684 Md€ à fin mars 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (+1,337 Md€) s'explique essentiellement par une baisse des prélèvements sur

les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne à hauteur de 1,395 Md€ (écart lié à la modification de la liquidation de la contribution de la France au budget 2020 de l'UE).

## Fonds de concours : 0,622 Md€

Les fonds de concours à fin mars 2020 s'élèvent à 0,622 Md€ contre 0,442 Md€ à fin mars 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (+0,180 Md€) s'explique

principalement par les abondements par Santé Publique France, du fonds de concours destiné à couvrir les dépenses engagées par l'Etat sur le programme « Prévention, sécurité sanitaire et offres de soins ».

## Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -15,386 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,746 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 2,662 Md€ (essentiellement au titre des échéances de TH et TF) ;

► Le compte « **Participations financières de l'Etat** » présente des recettes pour 1,077 Md€ (essentiellement en raison de la cession de titres La poste) ;

► Le compte « **Transition énergétique** » affiche des dépenses pour 0,500 Md€ (principalement au titre du désendettement vis-à-vis des opérateurs supportant des charges de service public de l'électricité) et des recettes pour 0,520 Md€ (au titre de la fraction de la taxe intérieure sur les produits énergétiques prévue à l'article 265 du code des douanes).

Le solde des comptes spéciaux à fin mars 2020 s'élève à -15,386 Md€ contre -15,523 Md€ à fin mars 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (+0,137 Md€) s'explique essentiellement par une amélioration du solde des comptes d'affectation spéciale de 0,788 Md€ (particulièrement le solde du compte « Participations financières de l'Etat » qui varie de +1,048 Md€, en raison notamment de la cession de titres La poste pour

1,062 Md€ le 04/03/2020) et des comptes de commerce de 0,276 Md€. Ces améliorations sont partiellement compensées par une diminution du solde des comptes de concours financiers de 0,925 Md€ (essentiellement en raison d'une baisse du solde du compte « Avances aux collectivités territoriales » liée à un montant de mensualisation de TH plus faible en 2020 qu'en 2019).

## Dettes financières de l'Etat au 31 mars : 1 906,197 Md€

La dette financière est en augmentation de 76,598 Md€ depuis le début de l'année 2020.

Les principaux flux nets positifs concernent les OAT (émissions nettes de remboursements de 54,422 Md€)

et la reprise de la dette SNCF intervenue en janvier pour 25,000 Md€.

Le montant net des BTF a diminué de 2,780 Md€.



	Mois	Cumul à fin mars		Renvoi Page	
	Mars	2020	2019 retraité 2019 exécuté		
unité : million d'€					
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-17 296	-52 502	-45 438	-40 706	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	30 548	84 605	75 446	75 161	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	18 259	47 489	45 531	49 978	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	6 509	15 139	10 631	10 631	
- IS *	7 543	6 073	8 829	8 829	
- TVA	3 700	26 271	29 868	34 528	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-5 007	-15 386	-15 523	-15 523	15
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	981	127 720			16
Dette financière de l'Etat	51 145	1 906 197			17

\* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€				
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics	0	994	993	991
Dépenses de personnel	10 963	33 491	33 445	33 459
Dépenses de fonctionnement	4 199	14 425	12 782	12 832
Charges de la dette de l'Etat	211	489	373	373
Dépenses d'investissement	1 997	5 034	3 363	3 363
Dépenses d'intervention	12 638	29 447	23 874	23 526
Dépenses d'opérations financières	540	724	615	615
<b>Total des dépenses (nettes de R&amp;D) (I)</b>	<b>30 548</b>	<b>84 605</b>	<b>75 446</b>	<b>75 161</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	21 021	57 863	59 453	63 875
Recettes non fiscales	462	3 352	1 321	1 346
Prélèvements sur recettes	-3 565	-14 347	-15 684	-15 686
Fonds de concours	341	622	442	442
<b>Total des recettes (nettes de R&amp;D) (II)</b>	<b>18 259</b>	<b>47 489</b>	<b>45 531</b>	<b>49 978</b>
<b>Total des recettes (nettes de R&amp;D, hors prélèvements sur recettes)</b>	<b>21 823</b>	<b>61 837</b>	<b>61 215</b>	<b>65 664</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>-12 289</b>	<b>-37 116</b>	<b>-29 914</b>	<b>-25 183</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	1 215	3 172	2 384	2 384
Solde des comptes de concours financiers	-6 315	-18 957	-18 032	-18 032
Solde des comptes de commerce	110	436	160	160
Solde des comptes d'opérations monétaires	-85	-142	-35	-35
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>-5 007</b>	<b>-15 386</b>	<b>-15 523</b>	<b>-15 523</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>-17 296</b>	<b>-52 502</b>	<b>-45 438</b>	<b>-40 706</b>



	Mois	Cumul à fin mars		
	unité : million d'€	Mars	2020	2019 retraité
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>10 963</b>	<b>33 491</b>	<b>33 445</b>	<b>33 459</b>
Rémunérations d'activité	6 377	19 215	19 066	19 067
Cotisations et contributions sociales	4 522	14 095	14 187	14 199
Prestations sociales et allocations diverses	64	182	193	193
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>19 585</b>	<b>51 114</b>	<b>42 000</b>	<b>41 702</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>0</b>	<b>994</b>	<b>993</b>	<b>991</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>4 199</b>	<b>14 425</b>	<b>12 782</b>	<b>12 832</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3 037	6 825	5 436	5 446
Subventions pour charges de service public	1 161	7 600	7 346	7 386
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>211</b>	<b>489</b>	<b>373</b>	<b>373</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	211	489	373	373
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>1 997</b>	<b>5 034</b>	<b>3 363</b>	<b>3 363</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 516	3 738	2 347	2 375
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	481	1 295	1 016	988
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>12 638</b>	<b>29 447</b>	<b>23 874</b>	<b>23 526</b>
Transferts aux ménages	5 636	15 200	13 793	13 504
Transferts aux entreprises	3 027	5 520	3 163	3 127
Transferts aux collectivités territoriales	1 044	2 184	1 401	1 406
Transferts aux autres collectivités	2 931	6 543	5 509	5 482
Appels en garantie	0	0	8	8
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>540</b>	<b>724</b>	<b>615</b>	<b>615</b>
Prêts et avances	144	204	10	10
Dotations en fonds propres	49	86	49	50
Dépenses de participations financières	347	435	555	555
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>30 548</b>	<b>84 605</b>	<b>75 446</b>	<b>75 161</b>





unité : million d'€	Mois de mars		Cumul à fin mars 2020		Cumul à fin mars 2019 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ACTION ET TRANSFORMATION PUBLIQUES</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>12</b>	<b>14</b>	<b>1</b>
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	0	4	1	4	1
Fonds pour la transformation de l'action publique	5	2	9	9	0
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines	0	0	0	0	0
Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'Etat	1	0	2	1	0
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>217</b>	<b>228</b>	<b>1 080</b>	<b>831</b>	<b>804</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	150	146	605	479	462
Diplomatie culturelle et d'influence	46	62	354	239	225
Français à l'étranger et affaires consulaires	21	20	121	113	117
Présidence française du G7 <sup>(3)</sup>	0	0	0	0	0
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>419</b>	<b>395</b>	<b>996</b>	<b>941</b>	<b>815</b>
Administration territoriale de l'Etat <sup>(2)</sup>	185	181	534	494	397
Vie politique, culturelle et associative	73	72	100	96	68
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	161	143	362	350	350
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>507</b>	<b>254</b>	<b>971</b>	<b>681</b>	<b>629</b>
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	417	169	721	443	385
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	42	37	108	101	100
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	48	48	142	138	145
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>610</b>	<b>446</b>	<b>1 055</b>	<b>934</b>	<b>1 083</b>
Aide économique et financière au développement	561	355	566	456	561
Solidarité à l'égard des pays en développement	49	91	489	478	522
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>162</b>	<b>19</b>	<b>1 654</b>	<b>1 437</b>	<b>1 595</b>
Liens entre la Nation et son armée	4	2	13	5	5
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	94	10	1 556	1 411	1 558
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	64	7	86	22	31
<b>COHESION DES TERRITOIRES</b>	<b>297</b>	<b>1 768</b>	<b>12 503</b>	<b>3 393</b>	<b>3 655</b>
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	247	208	433	252	234
Aide à l'accès au logement	0	1 516	11 968	3 032	3 338
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	2	16	4	24	17
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	-3	7	16	42	26
Interventions territoriales de l'Etat	1	5	16	11	14
Politique de la ville	50	16	67	32	26
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>62</b>	<b>52</b>	<b>211</b>	<b>191</b>	<b>188</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	38	34	110	99	95
Conseil économique, social et environnemental	1	0	40	40	40
Cour des comptes et autres juridictions financières	24	18	61	52	53
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
<b>CREDITS NON REPARTIS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>521</b>	<b>271</b>	<b>924</b>	<b>530</b>	<b>451</b>
Patrimoines	215	83	335	179	156
Création	177	88	313	129	94
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	129	100	275	222	201
<b>DEFENSE</b>	<b>4 151</b>	<b>4 865</b>	<b>11 996</b>	<b>14 020</b>	<b>11 764</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	143	148	610	432	387
Préparation et emploi des forces	1 047	974	3 866	2 667	2 306
Soutien de la politique de la défense	1 701	1 737	5 850	5 580	5 458
Equiperment des forces	1 260	2 006	1 670	5 341	3 613
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>98</b>	<b>91</b>	<b>217</b>	<b>191</b>	<b>264</b>
Coordination du travail gouvernemental	72	65	172	147	114
Protection des droits et libertés	27	27	45	44	43
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées <sup>(3)</sup>	0	0	0	0	107



	Mois de mars		Cumul à fin mars 2020		Cumul à fin mars 2019 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
unité : million d'€					
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES</b>	<b>3 972</b>	<b>1 362</b>	<b>9 336</b>	<b>3 167</b>	<b>2 662</b>
Infrastructures et services de transports	2 510	130	2 818	340	210
Affaires maritimes	3	13	72	33	31
Paysages, eau et biodiversité	20	41	62	48	13
Expertise, économie sociale et solidaire, information géographique et météorologie	2	1	433	151	170
Prévention des risques	14	153	624	179	185
Energie, climat et après-mines	1 189	595	1 934	803	326
Service public de l'énergie	0	201	2 482	778	886
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	234	228	911	835	840
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat (crédits évaluatifs) <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0
<b>ECONOMIE</b>	<b>372</b>	<b>360</b>	<b>656</b>	<b>609</b>	<b>563</b>
Développement des entreprises et régulations	96	82	280	238	179
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	33	35	105	101	103
Stratégie économique et fiscale	243	244	270	270	281
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>211</b>	<b>226</b>	<b>504</b>	<b>585</b>	<b>482</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	211	211	489	489	373
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	0	0	8
Epargne	0	15	15	15	21
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	80	80
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>7 008</b>	<b>6 958</b>	<b>19 992</b>	<b>19 642</b>	<b>18 861</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	1 917	1 904	5 750	5 736	5 632
Enseignement scolaire public du second degré	2 834	2 817	8 452	8 432	8 371
Vie de l'élève	1 073	1 084	2 475	2 386	1 864
Enseignement privé du premier et du second degrés	768	776	2 184	2 153	2 180
Soutien de la politique de l'éducation nationale	161	184	628	510	488
Enseignement technique agricole	254	192	503	424	326
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>870</b>	<b>867</b>	<b>2 797</b>	<b>2 554</b>	<b>2 574</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	626	626	1 994	1 882	1 936
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	101	82	276	233	216
Facilitation et sécurisation des échanges	140	132	396	379	374
Fonction publique	2	27	131	60	48
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>216</b>	<b>155</b>	<b>448</b>	<b>356</b>	<b>292</b>
Immigration et asile	187	139	352	279	213
Intégration et accès à la nationalité française	29	15	96	77	79
<b>INVESTISSEMENTS D'AVENIR</b>	<b>0</b>	<b>1 157</b>	<b>0</b>	<b>1 157</b>	<b>0</b>
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	52	0	52	0
Valorisation de la recherche	0	450	0	450	0
Accélération de la modernisation des entreprises	0	655	0	655	0
<b>JUSTICE</b>	<b>785</b>	<b>787</b>	<b>2 682</b>	<b>2 270</b>	<b>2 098</b>
Justice judiciaire	361	336	1 084	904	873
Administration pénitentiaire	304	327	908	904	816
Protection judiciaire de la jeunesse	66	75	327	201	196
Accès au droit et à la justice	10	10	164	160	137
Conduite et pilotage de la politique de la justice	42	39	195	99	75
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	3	1	1
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>247</b>	<b>87</b>	<b>342</b>	<b>178</b>	<b>172</b>
Presse et médias	25	8	119	99	94
Livre et industries culturelles	223	79	224	79	78
<b>OUTRE-MER</b>	<b>263</b>	<b>140</b>	<b>1 419</b>	<b>596</b>	<b>679</b>
Emploi outre-mer	176	92	1 318	517	636
Conditions de vie outre-mer	87	48	102	79	43



unité : million d'€	Mois de mars		Cumul à fin mars 2020		Cumul à fin mars 2019 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE <sup>(4)</sup></b>	<b>5 500</b>	<b>2 000</b>	<b>5 500</b>	<b>2 000</b>	<b>0</b>
Prise en charge du dispositif exceptionnel de chômage partiel <sup>(4)</sup>	5 500	2 000	5 500	2 000	0
Fonds de solidarité pour les entreprises <sup>(4)</sup>	0	0	0	0	0
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>994</b>	<b>994</b>	<b>993</b>
Présidence de la République	0	0	105	105	105
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	13	13	12
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>1 680</b>	<b>1 803</b>	<b>24 217</b>	<b>8 257</b>	<b>7 377</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	242	186	12 870	3 436	3 322
Vie étudiante	337	457	1 713	988	797
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	755	470	5 806	1 625	1 728
Recherche spatiale	44	553	1 938	1 279	726
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	9	3	1 195	617	598
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	189	85	402	222	144
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	149	0	0
Recherche culturelle et culture scientifique	0	0	1	1	1
Enseignement supérieur et recherche agricoles	103	48	144	89	60
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>811</b>	<b>602</b>	<b>5 604</b>	<b>1 961</b>	<b>1 948</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	339	3 733	1 293	1 285
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	70	754	276	224
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	810	192	1 116	392	438
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>361</b>	<b>450</b>	<b>367</b>	<b>656</b>	<b>340</b>
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	244	328	251	529	325
Concours spécifiques et administration	118	122	116	126	15
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>12 764</b>	<b>12 752</b>	<b>34 908</b>	<b>34 871</b>	<b>28 735</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	12 501	12 488	33 710	33 674	27 602
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	264	264	1 198	1 198	1 133
<b>SANTE</b>	<b>132</b>	<b>78</b>	<b>1 012</b>	<b>428</b>	<b>390</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	132	78	201	103	38
Protection maladie	0	0	811	324	352
<b>SECURITES</b>	<b>1 767</b>	<b>1 744</b>	<b>5 355</b>	<b>5 037</b>	<b>5 014</b>
Police nationale	898	903	2 673	2 674	2 584
Gendarmerie nationale	836	779	2 553	2 225	2 325
Sécurité et éducation routières	2	2	11	8	4
Sécurité civile	31	61	119	131	100
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>1 681</b>	<b>2 549</b>	<b>24 688</b>	<b>7 340</b>	<b>6 104</b>
Inclusion sociale et protection des personnes	246	1 065	11 453	3 454	2 365
Handicap et dépendance	1 368	1 424	12 445	3 479	3 401
Egalité entre les femmes et les hommes	3	2	3	3	2
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	64	57	786	404	337
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>25</b>	<b>51</b>	<b>1 095</b>	<b>331</b>	<b>385</b>
Sport	11	11	278	139	104
Jeunesse et vie associative	15	1	510	151	260
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	39	307	41	22
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>681</b>	<b>775</b>	<b>4 238</b>	<b>3 324</b>	<b>3 263</b>
Accès et retour à l'emploi	479	556	2 534	1 521	1 582
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	144	161	1 506	1 633	1 510
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	6	23	9	9
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	57	52	175	162	162
<b>TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>46 397</b>	<b>43 299</b>	<b>177 775</b>	<b>119 477</b>	<b>104 181</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>33 632</b>	<b>30 548</b>	<b>142 867</b>	<b>84 605</b>	<b>75 446</b>

<sup>(1)</sup> Création en LFI 2020

<sup>(2)</sup> Changement de libellé en LFI 2020

<sup>(3)</sup> Suppression en LFI 2020

<sup>(4)</sup> Création en LFR du 23/03/2020



	Mois		Cumul à fin mars	
	Mars	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€				
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>6 698</b>	<b>21 169</b>	<b>16 616</b>	<b>16 616</b>
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>112</b>	<b>413</b>	<b>492</b>	<b>492</b>
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>10 398</b>	<b>12 021</b>	<b>12 987</b>	<b>12 987</b>
Impôt sur les sociétés	10 178	11 777	12 732	12 732
Contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés	220	244	254	254
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>769</b>	<b>3 367</b>	<b>2 432</b>	<b>2 432</b>
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	74	233	177	177
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	75	953	505	505
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	62	227	207	207
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	3	24	0	0
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	8	8
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	4	13	13
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	1	75	8	8
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	6	21	31	31
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	0	1	1
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité	523	1 654	1 404	1 404
Taxe sur les services numériques	0	32	0	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	1	1	1
Recettes diverses	23	142	78	78
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	<b>1 305</b>	<b>2 279</b>	<b>2 499</b>	<b>2 260</b>
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>12 619</b>	<b>45 783</b>	<b>45 267</b>	<b>49 927</b>
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>1 872</b>	<b>7 701</b>	<b>7 894</b>	<b>7 895</b>
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	17	140	114	114
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	24	62	50	50
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	12	4	4



	Mois		Cumul à fin mars	
	Mars	2020	2019 retraité	2019 exécuté
	unité : million d'€			
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	137	636	629	629
Mutations à titre gratuit par décès	744	2 369	2 410	2 410
Contribution de sécurité immobilière	52	191	188	188
Autres conventions et actes civils	23	92	103	103
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	32	122	130	130
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	18	60	59	48
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	11	28	44	44
Timbre unique	3	72	85	85
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules <sup>(1)</sup>	187	187	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	398	2 564	2 712	2 712
Autres droits et recettes accessoires	1	1	2	2
Amendes et confiscations	2	8	9	9
Taxe générale sur les activités polluantes	1	2	4	4
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	9	15	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	8	87	87	87
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	1	1
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	9	12	12
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	5	13	13	13
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	1	0	0
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	0	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	12	13	4	4
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	0	231	511	511
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	5	122	163	163
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	1	69	95	95
Prélèvement sur les paris sportifs	45	140	111	111
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	5	18	17	17
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	115	331	272	272
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	17	108	67	80
<b>TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>33 772</b>	<b>92 734</b>	<b>88 187</b>	<b>92 610</b>
<b>TOTAL GENERAL (net de R&amp;D)</b>	<b>21 021</b>	<b>57 863</b>	<b>59 453</b>	<b>63 875</b>

<sup>(1)</sup> Création en LFI 2020



	Mois		Cumul à fin mars	
	Mars	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>86</b>	<b>89</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	86	86	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfiques des établissements publics non financiers	0	4	2	2
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
<b>Produits du domaine de l'Etat (B)</b>	<b>146</b>	<b>287</b>	<b>155</b>	<b>180</b>
Revenus du domaine public non militaire	18	50	46	46
Autres revenus du domaine public	0	1	1	1
Revenus du domaine privé	76	113	51	51
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	52	121	54	54
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	25
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	0	3	3
<b>Produits de la vente de biens et services (C)</b>	<b>100</b>	<b>293</b>	<b>262</b>	<b>262</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	35	35	42	42
Autres frais d'assiette et de recouvrement	64	254	216	216
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	2	2	2
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	1	1	1
Autres recettes diverses	0	1	1	1
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>18</b>	<b>52</b>	<b>115</b>	<b>115</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	16	17	19	19
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	0	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	0	0
Intérêts des autres prêts et avances	1	18	2	2
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	0	14	39	39
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	0	3	53	53



	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€				
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>58</b>	<b>2 327</b>	<b>434</b>	<b>434</b>
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	0	7	141	141
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	21	27	104	104
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	0	0	3	3
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	35	2 241	136	136
Frais de poursuite	1	3	2	2
Frais de justice et d'instance	1	2	2	2
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	1	0	0
<b>Divers (F)</b>	<b>55</b>	<b>304</b>	<b>354</b>	<b>354</b>
Reversements de Natixis	0	0	35	35
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	0	3	5	5
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	10	30	40	40
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	0	2	1	1
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	3	2	2
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	0	2	2	2
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	1	1	1
Récupération d'indus	0	3	11	11
Recouvrements après admission en non-valeur	7	29	29	29
Divers versements de l'Union européenne	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	7	9	9
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	1	9	8	8
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	24	113	131	131
Produits divers	1	14	22	22
Autres produits divers	8	90	57	57
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>462</b>	<b>3 352</b>	<b>1 321</b>	<b>1 346</b>



	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€				
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-2 492</b>	<b>-7 551</b>	<b>-7 493</b>	<b>-7 495</b>
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 045	-6 136	-6 092	-6 116
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-1	-1	-1
<b>Dotations</b> de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	1	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-193	-615	-585	-585
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-1	-1	-2	-2
<b>Dotations</b> élu local	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	0	0
<b>Fonds</b> de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
<b>Dotations</b> départementale d'équipement des collèges	0	0	0	0
<b>Dotations</b> régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0
<b>Dotations</b> globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-246	-742	-765	-765
<b>Dotations</b> pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	0	-35	-27	-27
<b>Fonds</b> de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage <sup>(1)</sup>	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française <sup>(1)</sup>	-8	-23	-23	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-1 073</b>	<b>-6 796</b>	<b>-8 191</b>	<b>-8 191</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-3 565</b>	<b>-14 347</b>	<b>-15 684</b>	<b>-15 686</b>
<b>Fonds de concours</b>				
<b>Fonds</b> de concours ordinaires et spéciaux	321	546	407	407
<b>Fonds</b> de concours - coopération internationale	20	76	35	35
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>341</b>	<b>622</b>	<b>442</b>	<b>442</b>

<sup>(1)</sup> Création en LFI 2020





	Mois de mars		Cumul à fin mars					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2020	2019 exécuté	2020	2019 exécuté	2020	2019 exécuté
unité : million d'€								
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>5 406</b>	<b>6 620</b>	<b>16 129</b>	<b>16 201</b>	<b>19 302</b>	<b>18 585</b>	<b>3 172</b>	<b>2 384</b>
Aides à l'acquisition de véhicules propres <sup>(1)</sup>	0	0	0	83	0	117	0	34
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	13	118	36	78	333	336	298	258
Développement agricole et rural	2	3	2	1	10	10	8	8
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	17	61	25	74	92	94	68	20
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0	8	0	8
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	25	14	162	53	90	126	-72	73
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	110	1 077	142	119	1 083	12	941	-107
Pensions	4 738	4 811	14 232	14 093	15 548	15 486	1 315	1 393
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	17	0	0	71	88	71	88
Transition énergétique	500	520	1 531	1 699	2 075	2 310	544	611
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>9 209</b>	<b>2 893</b>	<b>28 674</b>	<b>28 494</b>	<b>9 717</b>	<b>10 463</b>	<b>-18 957</b>	<b>-18 032</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	1 191	1 531	0	0	-1 191	-1 531
Avances à l'audiovisuel public	316	120	947	965	446	536	-502	-429
Avances aux collectivités territoriales	8 746	2 662	26 336	25 953	9 145	9 813	-17 191	-16 140
Prêts à des Etats étrangers	0	111	20	46	114	114	94	68
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	147	0	180	0	12	0	-168	0
<b>Comptes de commerce</b>	<b>724</b>	<b>834</b>	<b>1 520</b>	<b>1 769</b>	<b>1 957</b>	<b>1 929</b>	<b>436</b>	<b>160</b>
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	81	227	142	152	343	80	200	-73
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	16	9	37	40	36	39	-2	-1
Couverture des risques financiers de l'Etat	101	101	372	420	372	420	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	24	54	63	72	128	134	65	62
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	490	353	819	960	865	902	45	-58
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	1	0	0	1	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	5	4	11	11	13	12	2	1
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	1	5	5	4	3	-1	-1
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur	5	84	71	109	196	339	126	229
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>123</b>	<b>38</b>	<b>274</b>	<b>201</b>	<b>132</b>	<b>166</b>	<b>-142</b>	<b>-35</b>
Emission des monnaies métalliques	19	2	47	60	9	25	-38	-35
Opérations avec le Fonds Monétaire International	105	35	226	141	123	142	-104	0
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>15 461</b>	<b>10 385</b>	<b>46 597</b>	<b>46 666</b>	<b>31 107</b>	<b>31 143</b>	<b>-15 490</b>	<b>-15 523</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>15 357</b>	<b>10 350</b>	<b>46 371</b>	<b>46 525</b>	<b>30 984</b>	<b>31 001</b>	<b>-15 386</b>	<b>-15 523</b>

(1) Suppression en LFI 2020



		unité : million d'€	Solde au 31/12/2019	Flux nets de l'année	Solde à fin mars 2020
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		302	104	406
	<b>Organismes à caractère financier</b>	Caisse des Dépôts et Consignations	10	1	11
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	298	19	318
		<b>Total organismes à caractère financier</b>	<b>610</b>	<b>124</b>	<b>734</b>
		Régions	3 177	-14	3 164
		Départements	7 387	-948	6 439
	<b>CEPL</b>	Communes	25 264	-2 432	22 832
		HLM	237	-76	160
		Autres	25 492	-1 559	23 933
		<b>Total CEPL</b>	<b>61 558</b>	<b>-5 030</b>	<b>56 528</b>
		<b>Etablissements publics de santé</b>	<b>5 578</b>	<b>927</b>	<b>6 505</b>
		Etablissements publics nationaux à caractère administratif	16 578	3 914	20 492
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	6 287	1 894	8 181
	<b>Etablissements publics nationaux</b>	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	3 810	286	4 096
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 490	-212	1 278
		<b>Total établissements publics nationaux</b>	<b>28 165</b>	<b>5 882</b>	<b>34 047</b>
		<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	<b>15 455</b>	<b>-463</b>	<b>14 992</b>
		<b>Union européenne</b>	<b>3 281</b>	<b>-2 839</b>	<b>442</b>
		Fonds et Fondations	70	-3	67
		GIP	841	128	969
	EPLÉ	2 522	1 263	3 786	
<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	Autres correspondants	10 275	-691	9 584	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	46	0	46	
	<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	<b>13 755</b>	<b>697</b>	<b>14 452</b>	
	<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>	<b>128 402</b>	<b>-702</b>	<b>127 700</b>	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme		21	0	21
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme		0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme		0	0	0
	<b>Total Comptes à terme</b>		<b>21</b>	<b>0</b>	<b>21</b>
<b>Total Passif (A)</b>			<b>128 422</b>	<b>-702</b>	<b>127 721</b>
Créances résultant des placements des deniers pupillaires			0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor			0	0	0
<b>Total Actif (B)</b>			<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>			<b>128 422</b>	<b>-702</b>	<b>127 720</b>



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2019	Flux nets de l'année	Solde à fin mars 2020
<b>Titres négociables (A)</b>	<b>1 822 823</b>	<b>51 642</b>	<b>1 874 465</b>
<b>Titres négociables à moyen et long terme</b>	<b>1 715 890</b>	<b>54 422</b>	<b>1 770 312</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 715 890	54 422	1 770 312
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 489 494	49 974	1 539 468
- <i>taux variable</i>	200 264	4 337	204 601
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
<b>Titres négociables à court terme</b>	<b>106 933</b>	<b>-2 780</b>	<b>104 153</b>
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	106 933	-2 780	104 153
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
<b>Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dettes financières et autres emprunts (C)</b>	<b>6 776</b>	<b>24 956</b>	<b>31 732</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>1 829 600</b>	<b>76 598</b>	<b>1 906 197</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2019 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2019 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2020.

### Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

### Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

### Comptes spéciaux

#### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

#### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

### Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

### Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

### Dette financière de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

*NB :* La reprise de la dette SNCF, intervenue en janvier à hauteur de 25 Md€, est intégrée au sein des situations mensuelles à compter du mois de mars 2020.

### Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

### FMI : Fonds Monétaire International

#### Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

#### Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

#### Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.